



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

climat

Question au Gouvernement n° 3413

Texte de la question

COP21

M. le président. La parole est à M. Bertrand Pancher, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Bertrand Pancher. N'allons-nous pas nous réveiller avec une immense gueule de bois à l'issue de la COP21 dans quelques jours, monsieur le Premier ministre ? C'est probable !

M. Éric Straumann. La COP, c'est de la com' !

M. Bertrand Pancher. Les déclarations des chefs d'État et de gouvernement du monde entier en début de semaine sonnaient beau, juste et fort, comme à Copenhague en 2009 ! Les mots étaient les mêmes, seuls les visages différaient. Depuis 2009, si peu de choses ont changé, sauf la situation climatique et le désespoir de l'humanité ! Nous soutenons les efforts de la France et nous impliquons dans ce combat, mais le monde jugera le résultat de la COP21 à la réponse à trois questions précises.

L'accord qui nous sera présenté sera-t-il juridiquement contraignant ? Si oui, quelles contraintes ou menaces pèseront sur les pays s'éloignant de leurs engagements ? Tout le monde en doute ! Prenons garde aux vœux pieux ! Deuxièmement, les moyens directs pour l'adaptation et la transition énergétique des pays en développement seront-ils réunis ? Aucune de nos promesses n'a pour l'heure été tenue. Les chèques que l'on s'appête à signer seront-ils enfin provisionnés ? Enfin, allons-nous fixer un prix du carbone et en faire un instrument de régulation au plan mondial ?

M. Pascal Popelin. C'est toute la question !

M. Bertrand Pancher. Allons-nous seulement oser mentionner le terme « OMC » ? Personne n'y croit ! La tâche est immense et la modestie de rigueur.

M. Jean-Claude Perez. Voilà qui vous va bien !

M. Bertrand Pancher. Pensez-vous, monsieur le Premier ministre, que nous allons nous accorder sur des actions vraiment nouvelles ? Si oui, lesquelles ? A défaut, oserons-nous commencer à changer notre modèle de consommation dans lequel tous les biens et services découlant du carbone sont une véritable drogue ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je tiens à vous répondre, monsieur Pancher, car s'il faut bien sûr être lucide compte tenu de l'expérience passée, notamment à Copenhague, et des enjeux majeurs pour l'avenir de la planète, il faut aussi être volontariste, et je ne doute pas que vous l'êtes, tandis que la COP21 est réunie à Paris. Contrairement à ce que vous affirmez, beaucoup de choses ont changé depuis Copenhague. D'abord, les scientifiques spécialistes du sujet ont heureusement imposé leur point de vue sur le réchauffement climatique, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années. Les scientifiques ont joué là un rôle tout à fait essentiel. Le rôle des ONG et la mobilisation des citoyens n'ont cessé de croître après l'échec de Copenhague. Dans notre pays, malgré la situation d'état d'urgence que nous connaissons, nous sentons bien que cette prise de conscience a lieu partout dans le monde, en France bien sûr mais aussi en Europe et dans le monde.

Par conséquent, les chefs d'État et de gouvernement n'ont pas d'autre choix qu'entendre les peuples et les avis scientifiques et de constater que cette réalité s'impose. Il faut donc réussir ! Certes, des obstacles se dressent mais personne, ni le Président de la République ni Laurent Fabius qui préside la COP21, n'a dit que la tâche serait facile. Cela explique le travail entamé depuis plusieurs mois déjà ainsi que la décision de la France d'assumer l'accueil de la COP21. Cet engagement doit en effet se traduire dans les faits au moyen d'un accord contraignant. J'ai eu le sentiment lundi qu'il ne s'agissait pas uniquement de discours. Lorsque le Japon hausse son engagement financier, les choses vont dans le bon sens. Une déclaration commune a été signée il y a quelques mois par la Chine et les États-Unis, ce qui est encore un pas qui n'a pas été franchi lors du sommet de Copenhague.

Le dialogue entre les pays du Nord et ceux du Sud est nourri. La réunion hier matin autour du Président de la République d'un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement africains va précisément dans le sens que vous souhaitez, monsieur le député. Je serai bref, la négociation est en cours. Nous devons aboutir à un accord contraignant comportant des engagements précis afin de ralentir le réchauffement climatique et souples en même temps grâce au soutien que les pays du Nord doivent aux pays du Sud. J'ignore s'il faut être pessimiste ou optimiste, en tout cas il faut être volontariste car chacun a bien conscience qu'il faut réussir à trouver un accord car il en va de l'avenir de l'humanité. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : [M. Bertrand Pancher](#)

Circonscription : Meuse (1^{re} circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3413

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 décembre 2015](#)